

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 26/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CELSA Scories

Rond Point Claudius Magnin
64 340 Boucau

Références :
Code AIOT : 0005208523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement CELSA Scories implanté RUE MAURICE PERSE ROND POINT CLAUDIUS MAGNIN 64340 Boucau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 17 novembre 2025 nous avons procédé à une visite d'inspection sur le sujet du contrôle des laitiers produits par Celsa, avant leur valorisation en technique routière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CELSA Scories
- RUE MAURICE PERSE ROND POINT CLAUDIUS MAGNIN 64340 Boucau
- Code AIOT : 0005208523
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CELSA Scories est autorisée, par arrêté préfectoral du 29 octobre 1996, à exploiter une

plate-forme de transit et de valorisation de laitiers d'aciérie électrique, d'une capacité annuelle de traitement de 180 000 tonnes, sur la commune de Tarnos. La gestion de cette plate-forme et la commercialisation des granulats artificiels pour la construction routière (remblais techniques, pistes, etc.) produits à partir des laitiers sidérurgiques issus de l'aciérie sont assurées par l'Entreprise Noël DURRUTY & Fils (Ex. Tarnosienne de Services et de Valorisation).

L'arrêté préfectoral complémentaire n°346, en date du 1er juin 2015, a modifié les activités autorisées des installations de CELSA Scories :

- 2517-1 : Station de transit de produits minéraux.
- 2515-1 : Broyage, concassage, criblage, etc. de produits minéraux artificiels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prescriptions particulières	Arrêté Préfectoral du 29/10/1996, article 8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 29/10/1996, article 4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les critères de suivi et de valorisation des laitiers produits par Celsa, fixés à l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1996, ne sont plus adaptés, car ils ne répondent pas aux objectifs du guide d'octobre 2012 relatif à l'acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en techniques routières. L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet les modifications apportées aux conditions d'exploitation régies par l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1996.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/1996, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages
Prescription contrôlée : Le stockage à l'air libre devra, si nécessaire, faire l'objet d'une humidification ou d'une pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : Le stockage de scories est équipé de rampes d'aspersion afin de limiter les envols de poussières. Lors de la visite d'inspection les rampes n'étaient pas en fonctionnement, car le temps était pluvieux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prescriptions particulières**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/10/1996, article 8.2**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle de la qualité des scories**Prescription contrôlée :**

À leur arrivée sur le site, les scories blanches et noires seront stockées sur des aires spécifiques, composées chacune de trois alvéoles, qui fonctionneront selon le mode suivant :

Mois/Aire	A1	A2	A3
Mois 1	remplissage	vide	vide
Mois 2	contrôle	remplissage	vide
Mois 3	valorisation	contrôle	remplissage
Mois 4	remplissage	valorisation	contrôle
Mois 5	contrôle	remplissage	valorisation
Mois 6	valorisation	contrôle	remplissage

Pour une alvéole donnée, pendant le mois dévolu au remplissage, est prélevé un échantillon hebdomadaire représentatif de toutes les fractions granulométriques de façon à constituer, en fin de mois, un échantillon moyen représentatif du contenu de l'alvéole. Cet échantillon est fractionné en deux parties : l'une est adressée à un laboratoire extérieur pour la réalisation des tests de lixiviation et l'autre gardée en réserve après conditionnement en sac plastique.

En cas de dépassement des valeurs rappelées dans le tableau ci-après, deux analyses de confirmation sont réalisées : l'une sur la seconde partie de l'échantillon préalablement stockée et l'autre sur un nouvel échantillon. En cas de confirmation des analyses négatives, le contenu de l'alvéole est éliminé en CSDU en respectant les prescriptions de l'article 6 ci-dessus.

Paramètres	Valeurs limites
Résidu sec (%)	5
DCO (mg/kg)	3000
Arsenic (mg/kg)	2000
Cadmium (mg/kg)	1000
Chrome (mg/kg)	1500
Mercure (mg/kg)	200

Plomb (mg/kg)	10000
Sulfate (mg/kg)	10000

Constats :

L'exploitant a subdivisé le stockage des scories blanches et noires, et le mélange des deux types de scories sur 10 zones.



Le guide du service d'étude sur les transports, les routes et leurs aménagements (Sétra) relatif à l'acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en techniques routières - laitiers sidérurgiques - a été publié en octobre 2012. Ce guide a notamment pour objectifs :

1. De favoriser le recyclage des laitiers sidérurgiques en indiquant aux producteurs les conditions dans lesquelles ils peuvent les valoriser sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement ;
2. D'aider les services de l'État à fixer des critères de valorisation dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation des installations sidérurgiques ;
3. De fournir aux maîtres d'ouvrage et aux maîtres d'œuvre, publics et privés, ainsi qu'aux entreprises, les prescriptions et exigences opérationnelles relatives à l'acceptabilité environnementale des matériaux alternatifs fabriqués à partir de laitiers sidérurgiques, et destinés à être utilisés en technique routière.

Le guide définit les laitiers sidérurgiques comme étant les matières minérales co-générées lors des processus de fusion mis en œuvre par l'industrie du fer et de l'acier. Ce sont les scories produites par Celsa.

Ce guide fixe les critères environnementaux à respecter pour la valorisation des laitiers en technique routière selon trois types d'usages routiers et les limitations liées à l'environnement immédiat.

La conformité des matériaux est jugée en mesurant le potentiel de relargage (test de lixiviation) conformément à la norme NF EN 12457-4. Les paramètres suivis sont les suivants : arsenic (As), chrome (Cr), baryum (Ba), cuivre (Cu), mercure (Hg) molybdène (Mo), nickel (Ni), plomb (Pb), antimoine (Sb), sélénium (Se) zinc (Zn), fluorures, chlorures et sulfates.

L'exploitant nous a communiqué les tests de lixiviation selon la norme NF EN 12457-4 réalisés sur les échantillons des laitiers produits par Celsa.

Les critères de suivi et de valorisation des laitiers produits par Celsa, fixés à l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1996, ne sont plus adaptés, car ils ne répondent pas aux objectifs du guide d'octobre 2012 précité.

L'article L. 181-14 du code de l'environnement prévoit que toute modification des activités, installations est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31.

Demande formulées à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet les modifications apportées aux conditions d'exploitation prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 1996, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires pour fixer les critères adaptés de valorisation des scories.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois